

CONSEIL REGIONAL

"Il faut entendre les électeurs"

déclare Gilles MASURE, au nom des élus communistes

Son calendrier ayant été bousculé lui aussi par la dissolution, le Conseil Régional a programmé plusieurs réunions importantes avant les vacances.

Une première réunion s'est déroulée le 27 juin dernier avec à son ordre du jour le compte administratif 1996, mais surtout la transmission par le Président du Conseil Régional des "observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes" pour les exercices 1989 à 1994.

**Observations de la
Chambre Régionale des
Comptes : le patronat
pilote la formation
professionnelle en Picardie**

Après plusieurs remarques critiques sur la technique de gestion et budgétaire, la Chambre a fait porter l'essentiel de ses remarques sur la politique de Formation Professionnelle pratiquée par le Conseil Régional de Picardie qui, l'un des premiers, a accepté la totalité du transfert de compétences de l'Etat dès 1994.

La Chambre souligne la diminution du rôle du service public et notamment des GRETA et relève que de 1990 à 1994 les objectifs de la Région "ont visé des publics qui ne relevaient pas de la compétence régionale (...) et n'ont en revanche retenu aucune priorité parmi des types de publics dont les attentes et les besoins pouvaient être différents : salariés en activité, salariés en congé formation, demandeurs d'emploi..."

Par ailleurs elle note que "certains organismes privés ont (...) acquis une position très dominante sur un "créneau" de formation.", que "le Conseil Régional a financé irrégulièrement l'embauche de jeunes par des entreprises", constate sans le critiquer "un doublement des financements régionaux consacrés à l'apprentissage dans un contexte de stabilisation des effectifs", un financement "sans base juridique" des Centres de Formation des Apprentis, et critique vertement le financement de certaines missions confiées au "Groupe Sup de Co" d'Amiens (dirigé par Roger MEZIN, 1er Adjoint RPR au Maire d'Amiens et Vice Président du Conseil Régional à la Formation Supérieure et aux Nouvelles Technologies Educatives), lesquelles ont été ensuite abandonnées. Intervenant dans la discussion, puis à FR3 Picardie, Gilles MASURE, Président du Groupe Communiste, devait commenter ces observations en affirmant qu'elles justifiaient les critiques portées dès l'origine par les élus

du P.C.F. sur une orientation qui s'en remet essentiellement au patronat pour la Formation Professionnelle et s'inscrit dans l'objectif général de la "réduction du coût du travail". "De tels objectifs tourment le dos à une formation qualifiante et débouchant sur un emploi stable et bien rémunéré telle que l'exigent les jeunes et les salariés qui n'ont pas été consultés pour la mise en place de ces mesures" a-t-il poursuivi.

**Les grands dossiers
régionaux Picards**

Intervenant ensuite dans la discussion générale, le président du Groupe Communiste s'est félicité que "les chefs de file de la droite aient mordu la poussière en Picardie" lors du séisme politique voulu par le Président de la République, que le Front National, malgré son renforcement n'ait pas atteint ses objectifs en Picardie puisque c'est Patrice CARVALHO député Communiste et non Pierre DESCAYES chef de file du

F.N. qui a été élu à Compiègne.

"Pour autant, ajouta-t-il, les succès et les revers électoraux passent, les exigences citoyennes demeurent", en particulier dans cette Région qui a été la première de France pour le vote "Non à Maastricht". "C'est à leur apporter réponse" que les communistes et leurs élus entendent travailler dans la majorité de Gauche que le pays s'est donné. Et il énuméra les grands dossiers régionaux en suspens:

1 - Revoir les critères de l'Aide économique Régionale pour favoriser l'emploi et les salaires dans les PME/PMI.
2 - Donner à la politique Régionale sa dimension sociale (aide au transport pour les étudiants et les élèves de BTS, aide pour la restauration scolaire dans les lycées, etc.)

3 - Grands dossiers : Trafic ferroviaire, aéroport international, voies fluviales, "barreau" TGV Amiens-Londres, infrastructures routières.

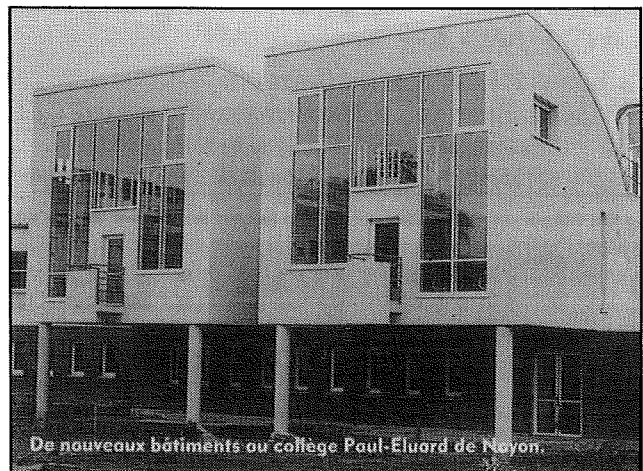
Le Conseil Régional se réunira encore le 17 juillet prochain pour procéder à des modifications de son budget.

**CONSEIL
GENERAL**
**Un vœu
du groupe
communiste**

- Pour des collèges moins grands et plus sûrs,
- Pour l'accès pour tous aux cantines.

Le groupe communiste a également déposé un vœu concernant la taille des collèges qui devront être construits dans le futur, tenant compte que la croissance de la population du département pourrait atteindre, selon une étude de la Direction Départementale de l'Équipement (DDE), près de 200.000 habitants supplémentaires entre 1990 et 2015 uniquement pour la partie Sud de l'Oise.

Les élus communistes proposent: "qu'une étude soit réalisée sans retard afin de déterminer les collèges qui devront être construits afin d'accueillir le flux d'élèves supplémentaires lié à la croissance de population" et souligne que "la montée des phénomènes de violence et d'insécurité au collège conduit à une réflexion sur les capacités d'accueil des établissements ainsi que sur le nécessaire accroissement des effectifs du personnel de la vie scolaire. "Or le plan Turbo-Collèges élaboré en 1992 définissait des capacités d'accueil comprises dans "une fourchette"



De nouveaux bâtiments au collège Paul-Eluard de Noyon.

entre 600 et 900 élèves. En conséquence le groupe Communiste propose: "afin d'améliorer les conditions de scolarité des élèves, de travail des personnels que : - cette "fourchette" après concertation avec l'Inspection Académique et les Associations de parents d'élèves, les syndicats d'enseignants, soit abaissée sensiblement ;

- les projets architecturaux de transformation des collèges existants tiennent compte de ces évolutions. Le groupe Communiste rappelle par ailleurs "sa demande d'étude de l'accès des enfants aux restaurants scolaires des collèges et la nécessité de dispositions pour qu'aucun enfant ne soit privé, faute de moyens financiers, de l'accès à ceux-ci".